

AMLO rejette l'arrêt en justice contre le Train Maya

Image not found or type unknown



La Havane, 31 mai, (RHC)- Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a rejeté ce mardi une décision en justice contre la section cinq du Train Maya, décision qu'il a liée à l'ingérence d'hommes d'affaires nord-américains et de groupes de boycott nationaux.

Ce lundi, un juge de district du Yucatán a statué la suspension définitive du projet en faveur de l'Association pour la Défense du Droit à un Environnement sain, basée à Cancún.

Lors de sa conférence de presse matinale au Palais National, il a annoncé que son gouvernement présentera un recours en appel.

«L'arrêt, a-t-il dit, n'est pas fondé et derrière lui se cachent les intérêts de la société Calizas Industriales del Carmen (Calica), une filiale de la société nord-américaine Legacy Vulcan, et d'autres.

Le président Lopez Obrador a déclaré qu'il était confiant dans la poursuite du projet, car la première partie contestée est la section 5, qui est précisément l'endroit où se trouve l'argent de ces sociétés adverses.

"Nous savions déjà qu'il y avait beaucoup de requins dans le coin, parce que des entreprises qui ont endommagé l'environnement, comme le Groupe Xcaret et Calica, sont installées dans la région et extraient des matériaux", a-t-il déclaré.

Il a expliqué que la construction de ce chemin de fer fait partie des plans visant à développer économiquement et socialement le sud-est du Mexique, la région la plus pauvre du pays, et à éviter l'émigration qui provient principalement de cette région.

Le président a dénoncé le fait que ceux qui ont déposé des recours contre le Train Maya ne sont pas des propriétaires fonciers, des paysans ou des petits propriétaires, "ce sont des pseudo-écologistes".

Il a révélé que l'homme d'affaires Claudio González, leader d'un mouvement contre l'exécutif déguisé en organisation de la société civile, est financé par le gouvernement nord-américain et il a affirmé que, malgré les demandes de son administration, l'ambassade des États-Unis continue de le financer. "L'ambassadeur Kent Salazar est mon ami, ce qui ne veut pas dire que je ne vais pas le poursuivre pour avoir donné de l'argent de son ambassade à cette personne, et c'est une ingérence inacceptable".

Comment un gouvernement étranger va-t-il financer un groupe d'opposition pour qu'il agisse ouvertement contre le gouvernement, a-t-il demandé.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/289380-amlo-rejette-larret-en-justice-contre-le-train-maya>



Radio Habana Cuba